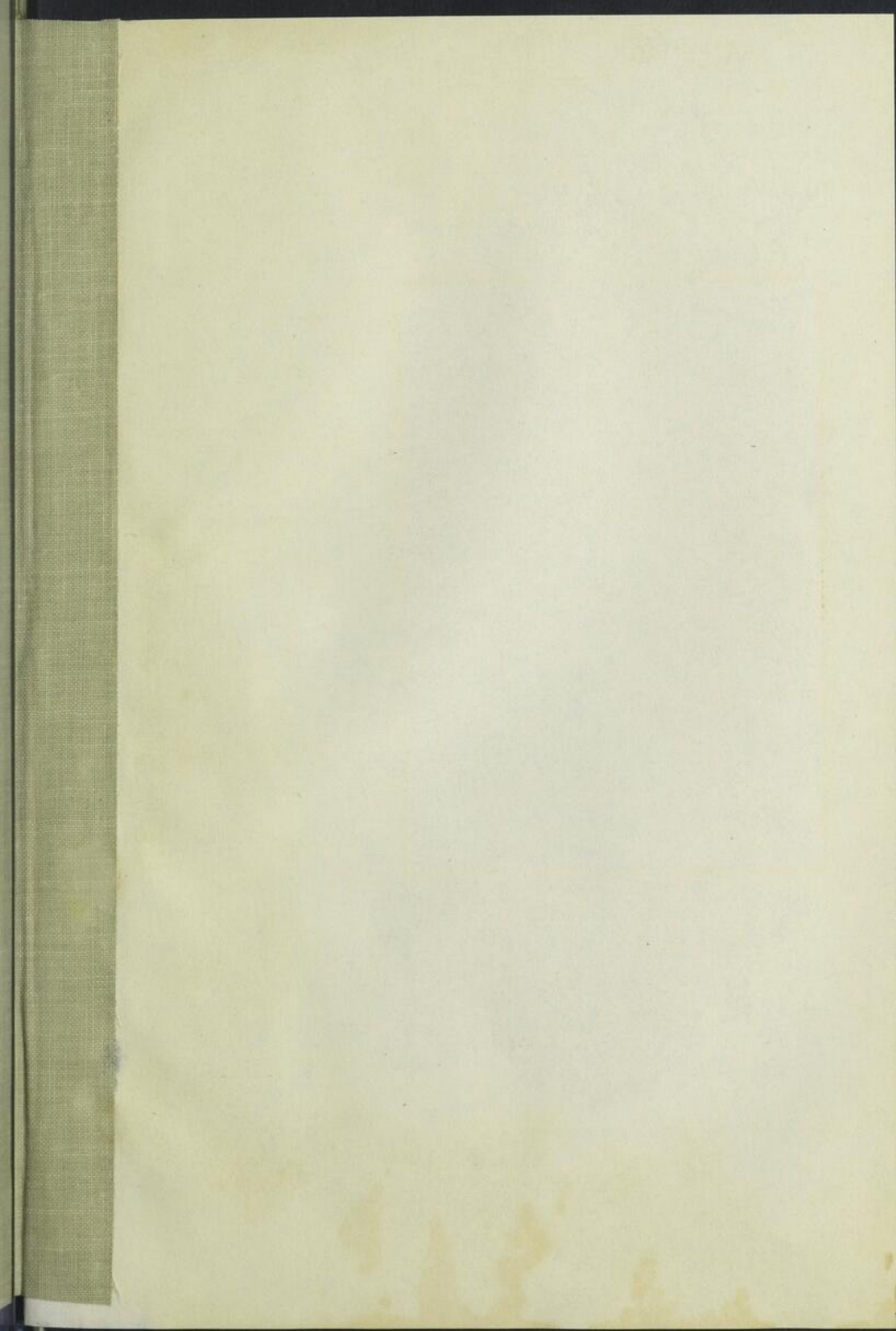
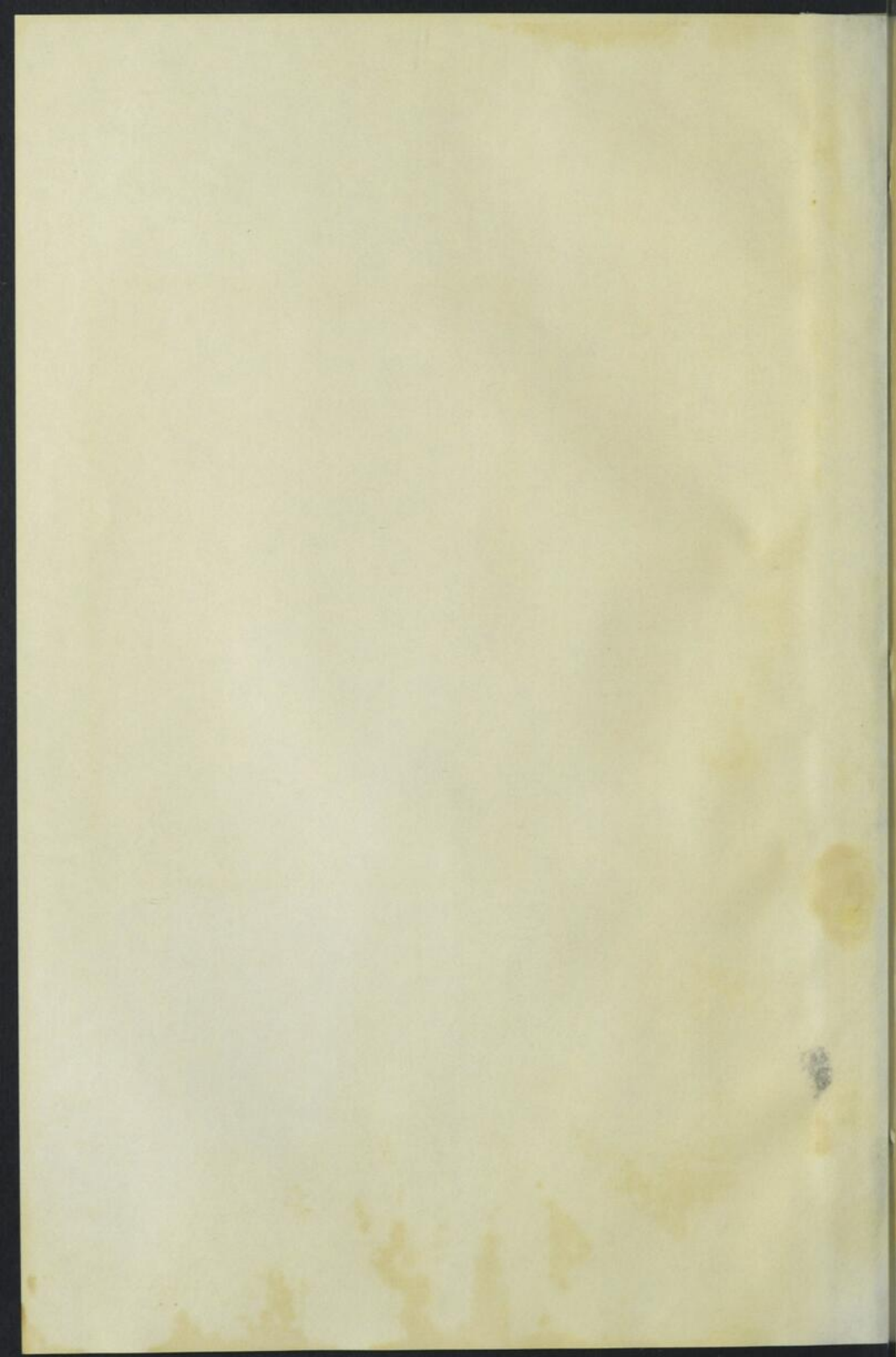


338.09714
H3418c
1920



Bibliothèque Nationale du Québec





Jean-Charles Harvey, B. A.

La Chasse aux Millions

L'AVENIR INDUSTRIEL
DU
CANADA - FRANCAIS



PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU
CREDIT INDUSTRIEL LIMITÉE

103, RUE SAINT-PIERRE

QUÉBEC.

PRIX : 25 sous

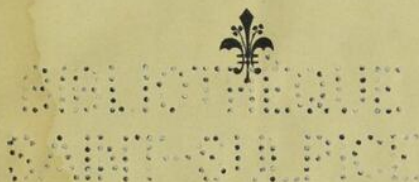
~~P 338.4~~

~~14262e~~

Jean-Charles Harvey, B.A.

La Chasse aux Millions

L'AVENIR INDUSTRIEL
DU
CANADA - FRANCAIS



PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU
CREDIT INDUSTRIEL LIMITÉE
103, RUE SAINT-PIERRE
QUÉBEC

PRIX : 25 sous.



EXHIBIT 1018
TOP 113-71142

HC
117
98H3
15



PRÉFACE

Cette petite étude n'a pas la prétention d'être un traité d'économie sociale. Je laisse à d'autres le soin de philosopher à leur aise sur nos besoins industriels et commerciaux. Seule, la constatation d'un danger a guidé mon travail.

Je me suis souvent posé cette question : " Quels sont ceux qui, jusqu'à ce jour, ont presque exclusivement conquis, développé et exploité les richesses du Québec ? — Ce sont des Américains, des Anglais ou des Anglo-canadiens.

Si nous ne nous ressaisissons pas, si nous ne nous organisons pas, industriellement, pour mettre sous une tutelle franchement canadienne-française ce qui nous reste de biens matériels à développer, qu'adviendra-t-il ?

— Il adviendra que les conquêtes de l'étranger, toujours à l'affût de suctions à pratiquer sur le corps du Québec, se continueront jusqu'à l'extrême. Alors, environ un million de Canadiens-français, ouvriers non agricoles, serviront de portefaix à des maîtres qui n'auront avec eux aucune parenté nationale. Ce sera, en même temps que l'abandon d'une richesse, la perte de notre indépendance économique et de notre prestige.

L'industrialisation de la province de Québec se poursuivra inévitablement, soit par des Canadiens-français, soit par des étrangers. Il se peut qu'elle comporte parfois des inconvé-

nients ; mais dans ce cas, nous appliquerons le proverbe :
“ Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Or, mieux
vaut que nos richesses deviennent la propriété des nôtres
que la chose de nos voisins.

+ Telles sont les pensées que je développe dans cette plaquette
et dont je tire les conclusions pratiques, au point de vue
canadien-français.

Mais en traçant les chapitres qui suivent, je n'ai pas
perdu de vue une seule fois le danger que nous fait courir,
aujourd'hui, la désertion de nos campagnes. Notre jeu-
nesse rurale se métamorphose en jeunesse citadine ; les
déracinés croissent et les enracinés décroissent, ce qui veut
dire moins de blé, moins de produits laitiers, moins d'œufs,
moins de troupeaux nourriciers, moins de tout ce qui raffermi-
t la chair des hommes et conserve les énergies morales
d'un peuple.

C'est pourquoi il est à désirer que notre effort industriel
ne tende pas à centraliser nos grandes entreprises dans les
villes trop populeuses, car c'est là que nos jeunes agricul-
teurs sont attirés par l'appât des plaisirs et une fausse con-
ception de la liberté et de la dignité professionnelle. Nos
industries, autant que possible, doivent être des filiales de
l'agriculture et de la colonisation : les usines hydrauliques,
les exploitations forestières, les pulperies, les fabriques
d'instruments aratoires et autres sont dans ce cas.

En dirigeant ainsi nos activités financières, industrielles
et commerciales, nous contribuerons à multiplier les centres
prosperes au milieu même des régions agricoles et de
colonisation ; et si — ce qu'il faudrait éviter autant que

faire se peut — il arrive que de jeunes cultivateurs sont tentés d'aller travailler dans ces usines rurales, ils y seront moins sujets à subir cette déchéance physique et morale qui atteint un si grand nombre de déracinés, dans les villes.

La grande industrie, ainsi comprise, ne procure pas seulement des bienfaits matériels : elle comporte des éléments de moralité et de vigueur dont aucun peuple ne saurait se passer. M. F. Le Play, ce grand penseur qui fit école au siècle dernier, écrivait ceci :

“ Les hommes qui dirigent avec succès les vastes entreprises agricoles ou manufacturières, se distinguent par deux séries de qualités. D'un côté, ils ont les aptitudes que réclament l'établissement de puissants engins de production, la mise en œuvre d'immenses quantités de matières, le perfectionnement continu des méthodes de travail et l'incessante extension des débouchés. De l'autre, ils possèdent des habitudes d'ordre et d'assiduité, un jugement sûr, l'amour de la justice, et cette intuition exacte des rapports sociaux dont ne sauraient se passer ceux qui exercent une autorité sur leurs semblables.

“ L'un des principaux rôles de la grande industrie agricole, manufacturière ou commerciale, est de former le personnel capable de remplir cette haute mission ; et c'est ce qui a fait la stabilité et les progrès de l'Angleterre... Les chefs de la grande industrie, quand ils prennent part au gouvernement du pays, y font preuve de talents supérieurs : habitués à entreprendre de grandes choses en dirigeant leurs affaires privées, ils sont tout préparés à envisager d'un point de vue élevé les intérêts publics. ”

Je crois que le lecteur approuvera ces remarquables paroles de M. le Play, qui sont confirmées par l'expérience de tous les temps et de tous les peuples.

Et maintenant, je livre cet humble travail à la méditation de mes compatriotes. Les quelques idées que je sème au bon vent du pays ne sont peut-être pas lancées d'une main assez forte et habile ; mais j'ai la conviction que la sincérité qui les anime est une garantie de leur vertu germinative.

JEAN-CHARLES HARVEY.

LA CHASSE AUX MILLIONS

LA VOIX DE LA PATRIE

“Que je voudrais être riche ! dit-on souvent. J’ai sous le crâne des bouillonnements d’idées, des projets larges comme le monde, des désirs furieux de réalités grandioses et bienfaisantes. Avec de l’argent, je bâtirais des monuments où s’alimenterait toute la vie d’un peuple.” A l’un de ceux qui gémissaient de la sorte, je demandai, un jour : “ Dis-moi, s’il te tombait des millions dans la main, qu’en ferais-tu ? ” — “ Tu crois que je bambocherais, répondit-il, que je courrais la prétentaine, toujours en quête de sensations ; mais tu n’y es pas, ô pas du tout ! Je fonderais une grande industrie, complète, moderne, l’égale des plus perfectionnées de l’univers ; j’y réunirais les plus fortes têtes et les meilleurs ouvriers de mon pays ; j’y installerais une machinerie monstre, des centaines de ces bêtes d’acier qui font parfois, en une heure, une journée de quarante hommes.”

— Hum ! Cela ne se fait pas comme un poulailler, l’industrie dont tu parles.

— Rien ne ressemble plus à un poulailler, avec cette différence que celui-ci se fait avec cent dollars, et l’autre, mon établissement, avec des millions... Mais suppose que je les ai, les millions.

— Hélas ! tu as l'irréparable tort de ne pas les avoir.

— C'est vrai. N'y pensons plus, répondit-il. Et il devint triste.

Cette conversation me fit songer à une autre personnalité beaucoup plus chère à tous, qui, comme la France, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne, comme les peuples qui veulent rebâtir sur des ruines et revivre leur vie d'avant-guerre, fait aussi la chasse aux millions pour se refaire une grandeur et un prestige. Elle nous dit : — “ Je voudrais de l'argent pour grandir et affermir mes établissements de production, en faire naître d'autres aussi beaux et aussi forts, voir accourir des milliers de mes enfants qui vivront à mon ombre et me défendront des rivaux qui ont déjà pris des lambeaux de ma chair.”

Cette personnalité, c'est la patrie canadienne-française. Nous qui disposons de tant de ressources de toutes sortes, combien avons-nous de grandes industries ? A peine deux ou trois, où, en dépit d'obstacles sans nombre, a triomphé le génie de notre race. Pourtant la grande industrie est pour nous une *nécessité nationale*, et si nous ne produisons pas assez pour faire face à la concurrence internationale, nous nous préparons une population d'ilotes et de profondes et humiliantes misères,

Le dernier conflit nous a plongés dans un abîme de dettes qui ne sera comblé que par un surcroît de production ou une multitude de taxes sans fin. Moins nous produirons, plus nous aurons à payer, et plus nous payerons, plus l'abîme se creusera, car il est aussi inutile de vouloir refaire notre crédit sans activités créatrices que d'essayer

à remplir le tonneau des Danaïdes. A moins d'un effort intelligemment patriotique de la part de tous nos épargnants, le budget présenté par le ministre des finances, à Ottawa, lors de la dernière session, n'est que le prélude d'impositions substantiellement aggravées.

DEGRINGOLADE DE NOTRE CHANGE

Depuis l'armistice, l'infériorité de notre change avec les États-Unis a fait perdre des millions et des millions à notre pays. Selon les fluctuations de la finance, le dollar canadien vaut tantôt dix, tantôt quinze, tantôt dix-huit pour cent de moins que le dollar américain. Pour chaque achat de \$1,000,000.00, nous faisons une perte nette d'environ \$140,000.00. De cette façon, on atteint vite le million. Si on considère que les États-Unis sont nos principaux fournisseurs de machines et autres produits de toutes sortes, et que le total de nos importations de ce pays, l'année dernière, s'élevait à 746 millions de dollars, nous verrons que nous avons perdu, de ce fait, au moins 105 millions.

Le Canada achète trop de son voisin pour ce qu'il lui vend. Voilà la première raison de la baisse de notre change. Quel est le remède ? Produire pour nos besoins d'abord et pour exporter ensuite. Quand nous aurons assez de sens pratique pour financer les entreprises canadiennes de préférence à toutes les autres, nous n'aurons rien à

craindre ; nous irons à pas de géants vers la libération économique.

Un pays qui ne vit que d'importations surabondantes et achète la majeure partie des choses qu'il pourrait produire lui-même, non seulement fait preuve d'incapacité, mais est en butte à toutes les crises internationales. Dès qu'un événement bouleverse quelque peu les conditions financières des pays dont dépend son approvisionnement, il est atteint dans ses forces vives et reçoit des blessures que le temps lui-même guérit difficilement. De cruelles expériences l'ont bien démontré.

C'est pourquoi l'honorable docteur Béland, s'adressant à la population de la Beauce, en février dernier, disait : " Si la chose peut se faire sans nuire à l'intérêt individuel, insistons pour qu'on nous vende des marchandises canadiennes: elles valent bien les autres... J'ai pris la ferme résolution de ne plus contribuer, par les achats dont la nécessité ne s'impose pas, à enrichir le voisin et à déprécier la valeur de l'argent canadien."

Insister pour qu'on nous vende des marchandises canadiennes, cela ne veut pas dire qu'il faudrait se borner à acheter des produits fabriqués au Canada, mais aussi, faire nos placements d'argent dans nos entreprises industrielles dont l'existence est nécessaire à notre vie économique.

Disons avec Errol Bouchette : " Nous voudrions pouvoir le proclamer partout, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque hameau, afin que le cri, Emparons-nous de l'industrie! se grave dans tous les cœurs et s'inscrive

sur toutes les bannières. D'autres plus autorisés et mieux doués s'empareront de cette idée en la perfectionnant. Ils prêcheront une croisade dont les fruits seront abondants, et la volonté populaire devenue irrésistible nous mettra enfin en possession de notre domaine industriel. C'est ainsi que nous triompherons des dangers de l'heure présente et qu'en achevant victorieusement une des grandes étapes de notre vie nationale, nous ouvrirons à nos enfants la voie de l'avenir."

CEUX QUI S'EN S'ONT ALLÉS

CEUX QUI SONT VENUS

Époque douloureuse, celle-là ! Nos compatriotes se déracinaient par milliers, chaque année, pour aller alimenter de leur robustesse les industries américaines. Deux millions des nôtres peuplent aujourd'hui le Massachusetts, le New-Hampshire, le Vermont, le Maine, le Connecticut et le Rhode-Island. Deux millions ! Presque la moitié de notre population perdue, irrévocablement perdue pour nous avec ses admirables qualités d'endurance physique et morale ! Qu'allaient-ils faire là-bas ? Cédaient-ils à un caprice, à un goût d'aventures ? Non. Trop de liens puissants les rattachaient au pays d'origine pour qu'ils s'exilassent de cœur-joie. S'ils sont partis, c'est qu'un vice d'organisation sociale les chassait de chez nous ; c'est que, pour mieux vivre, ils sont allés vers une

prospérité que nous n'avions pas, comme des êtres qui ont froid cherchent la flamme qui les réchauffera.

L'un de nos économistes disait fort bien : “ Nous croyons pouvoir affirmer que sans le développement industriel, l'augmentation numérique des Canadiens-français deviendra de moins en moins sensible. Écoutons M. Trade, l'un des plus grands penseurs du monde moderne : “ La tendance de la population à croître est encouragée ou endiguée, stimulée ou paralysée par l'état économique ou social, dû à un groupe d'inventions coordonnées... C'est le groupe des inventions industrielles ou politiques même connu à un moment donné qui, à ce moment, détermine le maximum possible de production *et de population* ”.

Il est vrai qu'à l'heure où l'émigration des Canadiens-français battait son plein, nos finances ne nous permettaient guère de remédier au mal dont nous avons failli mourir ; mais les temps sont changés. Nous avons désormais assez de capital pour réparer nos désastres et fonder et soutenir la grande industrie. Ne pas savoir nous en servir à cette fin, ce serait consommer le suicide de la race.

Ironie des événements ! Quand les Canadiens-français traversaient les frontières par masses lourdes, en route vers la terre promise, le capital américain, voyant chez nous d'immenses possibilités de fructification, envahissait nos domaines et s'emparait de nos ressources. Résultat : la plupart de nos industries sont entre des mains étrangères.

En 1905, Errol Bouchette, avec un peu de pessimisme, peut-être, jetait le cri d'alarme “ Que la situation serait terrible, disait-il, si quelque combinaison énorme du

capital américain s'emparait définitivement de nos terres publiques, de nos fleuves et de nos forêts ! Et cela arrivera si nous ne savons pas l'empêcher. Elle acquerrait d'immenses coupes de bois, tout ce qui reste encore de notre domaine forestier ; elle en chasserait définitivement le colon et l'agriculteur, l'espoir de notre avenir. Elle dévasterait, suivant la méthode du commerçant actuel, elle ferait, pendant quelques années, une fabrication intensive, puis elle disparaîtrait de nos bois épuisés, nous ayant privés non seulement de nos richesses économiques, mais aussi presque certainement de notre indépendance politique, et de notre idéal précieux, laissant pour tout partage à ceux qui auront voulu rester fidèles à la tradition et à l'aspiration nationale, la ruine et le désespoir."

Et M. François Vézina, de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, de Montréal, écrivait tout récemment, dans un article intitulé " Patriotisme et Affaires " : " En réalité, et pour des causes réfractaires à l'analyse, le sens national s'émousse, s'est dévié, faussé. L'on en est rendu à célébrer comme acquis de progrès l'établissement en notre province des industries étrangères, comme si ces entreprises n'accroissaient pas notre dépendance."

Cette dépendance martèle rudement le front des nôtres menacés dans leur orgueil national, cet orgueil nécessaire qui fait vivre les races par la confiance qu'elles ont en elles-mêmes et en leurs chefs. Par milliers, nos ouvriers font métier de serfs sous une fêrule étrangère. Un jour viendra, s'il n'est pas venu, où notre prolétariat, conscient de son servage, n'obéissant qu'à des hommes qui ne parlent pas sa langue et ne connaissent rien de ses traditions, croira appar-

tenir à une race inférieure. De cette apparente infériorité naîtra le mépris des siens, et de ce mépris, l'apostasie nationale.

Voilà ce qui nous menace, si nous n'utilisons pas le capital canadien-français à soutenir, agrandir ou fonder les industries agricoles et manufacturières du Canada-français.

L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

On a cru bien à tort que l'industrie était l'ennemie-née de l'agriculture. " Celle-là se développe aux dépens de celle-ci ", dit-on. Il faudrait dire qu'"elles se développent l'une par l'autre". En cette ère de rapide progrès mécanique, la science industrielle a rendu d'innombrables services à l'agriculture. En outillant le cultivateur, elle l'a soulagé de bien des fatigues. Elle a remplacé l'homme par la machine ; elle lui a permis de cultiver une plus grande superficie en moins de temps, de produire davantage, donc de s'enrichir plus vite. Au moment où la main d'œuvre agricole exige plus de salaire et moins de travail, quel autre agent que la machine peut parer à la crise dont serait écrasé l'homme des champs ?

" Mais, direz-vous, le jeune cultivateur désertera sa terre pour l'atelier." Remarquons tout de suite que c'est à l'époque où nous avons le moins d'industries que la désertion du sol a été plus fréquente : témoins les millions des nôtres qui sont aujourd'hui aux États-Unis. Le

réveil industriel, n'eût-il pour résultat que d'arrêter en deça des lignes le flot des émigrants, nous aurait rendu déjà un fier service.

Avec le bien-être et l'accroissement des groupes urbains, il se forme de nouveaux marchés où le cultivateur va écouler ses produits. Autour de ces centres plus actifs et plus peuplés, il est toujours assuré de trouver un débouché à sa porte et de vendre à bon prix. N'est-ce pas là pour lui un encouragement à rester fidèle à la terre.

Ici encore, je me prévaudrai de l'autorité de Bouchette : " La conservation du sol et la prospérité des classes agricoles, dit-il, sont intimement liées au développement des industries... *Prétendrait-on, par hasard, qu'il est préférable d'attendre et de subir l'industrialisme étranger, surtout l'industrialisme américain ?* C'est bien alors que nous aurions à craindre le dépeuplement des campagnes qui est toujours la conséquence d'un état social vicieux."

QUESTION DE VIE OU DE MORT

Survivre ! Ce mot-là a tellement volé de bouche en bouche et de husting en husting, que je crains qu'il ne soit plus qu'une boule usée incapable de rebondir. Ceux qui vont clamant sur toutes les places publiques : "Travaillons à notre survivance !" ont-ils tous bien compris le sens de ces paroles ? Disons aux nôtres de parler notre langue, c'est bien ; disons-leur de respecter nos traditions,

c'est encore bien ; disons-leurs d'être fiers de leur sang, de leur origine, de leurs traditions, c'est bien, c'est bien, c'est bien.

Il y a quelque chose de mieux : c'est l'action féconde d'où naîtront les œuvres durables et où la race prendra conscience de sa force et de son génie ; c'est la lutte honorable et pratique contre les menaces d'écrasement économique et financier, le bétonnage de notre édifice industriel dont les cheminées magnifiquement dressées devront lancer sur le monde, en gerbes de feu, un défi de prospérité et de vie surabondante.

Ah ! nous voulons des écoles incomparables, des universités pleines de flamboiements, des foyers de culture artistique et littéraire où se rallumera la traditionnelle intellectualité de la France. Programme admirable ! Mais le plus grand, le plus sûr moyen de le réaliser, ce programme, c'est d'agrandir l'industrie canadienne-française en même temps que notre agriculture. Notre province est un réservoir d'énergies spirituelles. Nos cerveaux de latins, dans lesquels s'est accumulée par radiation, par compagnonnage, beaucoup de matière grise saxonne, sont probablement les mieux organisés du continent américain. Que leur manque-t-il pour qu'ils puissent faire sauter le boisseau qui les recouvre et se "césariser", comme dirait Barrès, dans tous les domaines d'activité humaine ? Il leur manque la richesse matérielle. Mais pas de richesse sans production, et pas de production sans agriculture et sans industries se développant de pair.

Exister n'est pas tout : il vaut vivre, vivre avec éclat, avec force, avec prestige, avec autorité, et non dans cette

dépendance d'où naissent les déprimants instincts d'un servage déshonorant. Que Dieu épargne à notre fierté de peuple doyen de l'Amérique du Nord, de voir se continuer plus longtemps la conquête de nos ressources matérielles par la légion des industriels étrangers !

LE MOYEN D'EN SORTIR

C'est avec de l'argent qu'on fait de l'argent", dit un proverbe financier qui a fait fortune. Les millions sont des milliards en puissance, pourvu qu'on sache en faire un usage productif. L'argent qu'on a, fait celui qu'on veut avoir. *Il se reproduit.*

On s'est plaint souvent que le Canada-français manquait de capital. Est-ce bien vrai ? Sans parler de nos énergies hydrauliques, de nos réserves forestières et de nos ressources minières, qui sont du beau et bon capital, est-il exact d'affirmer que nous sommes dénués de toute finance ? Dans nos villes, nos villages et nos moindres campagnes, pullulent les petites fortunes individuelles, accumulées par de longues et persévérantes épargnes, et variant entre cinq, dix et vingt mille dollars. Nombre de ces fortunes sont placées dans des institutions qui devraient nous être absolument indifférentes au point de vue national, quand elles pourraient accroître la puissance des banques canadiennes-françaises ; d'autres sont placées sous formes de prêts, bons, obligations ou débentures, mais très

souvent sans discernement. Trop nombreux sont les épargnants qui ne tiennent aucun compte de la nécessité du développement industriel de notre province. Ils mépriseront une demande d'emprunt de maisons canadiennes-françaises, quand ils verseront à pleines mains dans des entreprises plus ou moins bien établies, portant des noms anglais. On évalue à \$100,000,000.00 les épargnes canadiennes-françaises qui sont placées de la sorte, sans compter les deux cents autres millions qui sont actuellement confiés aux institutions financières étrangères. Quel facteur d'appauvrissement national, que cet exotisme économique !

A cette heure où les gouvernants de tous les pays n'ont pas assez de bouches, ni assez de poumons, pour crier aux peuples : " Produisez ! Produisez ! c'est le seul moyen d'en sortir ", nous aurions mauvaise grâce, nous, Canadiens, vivant dans un pays exceptionnellement éprouvé par la guerre, de sustenter les entreprises étrangères et de laisser languir les nôtres. Ce serait le comble de la badauderie.

Soutenir nos industries déjà existantes, aider à en créer de nouvelles, surtout celles dont les produits sont indispensables tant à notre population urbaine qu'à notre population agricole, c'est le devoir de tous nos compatriotes, et les épargnants canadiens-français, s'ils ont vraiment le sens des affaires, s'apercevront vite que le meilleur moyen de faire fructifier leurs capitaux est d'en placer une partie dans l'achat d'actions ou d'obligations émises par nos grandes compagnies industrielles ou commerciales.

ACTIONS ET OBLIGATIONS

Puisque nous y sommes, expliquons tout de suite la différence qu'il y a entre *actions* et *obligations*. L'action est l'unité divisionnaire minima du capital d'une compagnie. Un actionnaire est un porteur d'actions ou parts d'une compagnie dans laquelle il est représenté par un certain montant. Il partage tous les risques de l'entreprise. L'action diffère de l'obligation ou prêt, en ce sens, qu'elle ne constitue pas, comme celle-ci, une garantie par hypothèque engageant strictement les biens de la compagnie. Les dividendes de l'actionnaire sont variables et parfois lents à se produire. Il y a deux sortes d'actions : l'action ordinaire et l'action privilégiée. La première correspond à celle que l'on désigne, en Europe, sous le nom de "part de fondateur". Sa valeur présente et réelle est souvent faible et repose sur les chances de succès ou d'insuccès de l'entreprise. Il arrive que ces actions prennent une valeur considérable et elles sont susceptibles d'augmentation pendant les périodes de prospérité ; mais elles peuvent diminuer et même ne rapporter rien du tout pendant les années mauvaises.

L'action privilégiée comporte en général un dividende fixe variant de six à huit pour cent, payable semestriellement ou trimestriellement. Ce dividende est presque toujours cumulatif et bénéficie d'une priorité sur le dividende fixe. Il arrive encore que lorsque les recettes dépassent un certain chiffre, l'action privilégiée participe, en plus de son dividende fixe et au même titre que l'action ordinaire, à la répartition du surplus.

Dans tous les cas, l'action, si elle rapporte souvent de gros profits, n'offre jamais de garantie absolue comme il arrive pour les bons placements en obligations. Pour s'y engager, il faut être bien au courant de la bourse et des finances, et celui qui n'a pas l'habitude des affaires, ne devra pas souscrire d'actions, sans s'être bien renseigné sur la valeur commerciale de l'entreprise, ses chances de succès, la moralité et la compétence des administrateurs et autres éléments essentiels de réussite.

L'obligation ou débenture garantit à la fois le paiement des intérêts à taux et dates fixes, et le remboursement au pair du capital versé, à une époque déterminée ou à dates périodiques. La valeur et la solidité de ces sortes de prêts varient suivant le plus ou moins de prospérité de la compagnie qui émet les débentures et le degré de garantie qui les appuie. Il faut que cette garantie repose sur une base certaine : propriétés, machinerie, matériaux, excellence du genre d'entreprise, bon débouchés, honnêteté, compétence de la direction, et le reste.

Nous lisons dans le *Droit*, d'Ottawa, de janvier dernier, cette expression d'idées d'un financier américain : “ Celui qui place aujourd'hui son argent en obligations s'assure pour un avenir prochain un double avantage : dans deux, trois ou quatre ans, mettons cinq ans au maximum, il touchera jusqu'à \$115.00 du titre qui lui coûte aujourd'hui \$100.00 ; puis, avec ces \$115.00 il achètera probablement autant de marchandises qu'il pourrait en avoir aujourd'hui avec \$150.00.”

Ainsi raisonne l'économiste. S'il a raison — et tout indique qu'il a raison — il s'en suit : qu'il vaut mieux

attendre quelques années pour dépenser l'argent qu'on consacrerait aujourd'hui au luxe ; deuxièmement, que l'obligation est à l'heure actuelle un placement idéal.

Non pas qu'il faille déprécier les actions. Louons plutôt les capitalistes qui associent leurs fortunes pour fonder nos grands établissements industriels et commerciaux : ils ont d'autant plus de mérite qu'ils sont les principaux facteurs de la prospérité du pays et qu'ils sont seuls à porter les risques. Notre but, en écrivant ce chapitre, est uniquement de démontrer aux épargnants que les achats de débentures, dans des entreprises sérieuses et solides, constituent des placements d'absolue sécurité, surtout quand il s'agit de valeurs nationales.

L'HABITUDE D'TÊTE PRIS PAR LES CORNES

Chaque mois, des millions de dollars canadiens s'engouffrent dans les établissements étrangers. L'anglomanie semble notre malaria financière. Il y a quelque temps, j'abordais un bon Canadien et je lui demandais : " Que pensez-vous de telle grande compagnie canadienne-française ? — Peuh ! Elle ne marchera pas longtemps, répondit-il.

— Pour quelle raison ne marchera-t-elle pas, puisqu'il ne lui manque aucun élément de succès ?

— Je les connais. Ce sont des Canadiens — il voulait dire Canadiens-français — qui mènent cette boutique.

Le gérant est un "scheemer", les directeurs des incapables. Si c'étaient des Anglais...

— Savez-vous, lui dis-je, d'où vient cette impression que nous ne valons rien, nous, et que les étrangers sont des titans ?

— Dites.

— Elle nous vient de l'habitude que nous avons de nous être laissés prendre par les cornes pendant un siècle.

— Hein !

— Oui, par les cornes. Longtemps, alors que nous n'étions qu'un bourgeon de peuple, nous avons été terrassés sur le terrain économique, et la méfiance de nous-mêmes a grandi dans cette espèce de servitude.

Il y avait, dans ma paroisse natale, un bouvillon de quelques mois qui servait de jouet à un enfant de dix ans. Tous les jours l'enfant s'amusait à le prendre par les oreilles et à lui infliger une torsion de cou, jusqu'à ce que la bête s'agenouillât devant lui. Cet exercice quotidien continua pendant trois ans. Le taureau était alors dans toute sa vigueur, avec des flancs nerveux qui frissonnaient d'impatience, et des cornes droites, longues, pointues, capables de découdre, d'un coup, les plus imposants abdomens. Or, chose incroyable, force étonnante de l'habitude et de l'esclavage, cette bête, qui devenait furieuse pour tout autre qui l'approchait, regardait venir l'enfant de treize ans avec un œil soumis et effaré. Celui-ci s'avancait, superbe, les bras tendus, empoignait les cornes de l'animal de ses menottes hardies, et le terrassait comme il eût fait d'un lapin...

Qu'en penses-tu ? Ne serions-nous pas un peu comme ce taureau ?

— Comprends pas.

— Nous avons gardé une terreur religieuse de la force qui nous dominait alors que nous étions encore à la mamelle ; mais nous n'avons pas assez pris conscience que nous avons acquis la musculature du taureau et que nous pouvons foncer, tête baissée, dans la lutte économique."

La vigueur nous est venue. Sachons nous en servir. En agriculture, nous avons fait des progrès plus rapides que tous nos voisins. Malgré un climat moins favorable, grâce à la politique prévoyante du ministère d'agriculture de la province du Québec, nous sommes à la veille de laisser loin derrière nous la province ontarienne ; nous avons des commerçants dont le génie des affaires ne le cède en rien à celui de nos voisins ; nous avons des industriels que je pourrais nommer et qui émerveillent les étrangers ; nous avons les ouvriers les plus habiles et les plus recherchés ; nos petites fortunes se multiplient et nous habitons la province la plus riche du Dominion en ressources naturelles.

LES RESSOURCES DU QUEBEC

L'un de nos écrivains disait : " Il faut ceindre les Laurentides d'une ceinture de fabriques. Qu'elles deviennent les puissantes assises d'une population qui s'alimente

des arts agricoles et des arts industriels ; dont la pensée revêtant les inombrables formes de l'inspiration populaire et répandue au loin par le commerce, mette sur tous les fronts le signe que laissèrent jadis sur tous les rivages nos explorateurs et nos pionniers. C'est en adaptant aux conditions du Nouveau-Monde le génie que nous tenons de nos pères que nous y parviendrons. Nous ne sommes pas en présence d'une question de simple prospérité matérielle. Il ne s'agit nullement d'enrichir quelques individus pour nous glorifier stupidement des dollars qu'ils pourront amasser. Non. C'est au premier chef un problème social et moral qu'il nous faut résoudre sous peine de déchoir. A ce titre, aucun Canadien n'a droit de s'en désintéresser. Mais à l'homme public qui saura parfaire cette grande œuvre, il sera donné par surcroît une couronne immortelle."

Le Québec possède-t-il assez de ressources pour atteindre à cette gloire industrielle dont parlait l'écrivain ? Qui pourrait en douter ? Nos montagnes sont des réservoirs de forces hydrauliques, qui, prises collectivement, sont peut-être les plus considérables du globe. Aucun pays n'a de réserves forestières comparables aux nôtres. Nos réseaux de chemins de fer et nos voies fluviales nous permettent le transport facile de nos produits dans toutes les directions de l'univers.

On sait ce qu'à pu faire l'industrie forestière dans les centres tels que Grand'Mère, Shawinigan, la Tuque et Chicoutimi. En cette dernière ville, le nom d'un compatriote nous est particulièrement cher. Les Canadiens-français, s'ils le veulent, s'ils consentent à s'entr'ai-

der de leurs capitaux, pourront devenir, sinon supérieurs au moins inférieurs à nuls autres, dans le domaine forestier.

Et nos énergies hydrauliques ! Quelles richesses accumulées dans tous nos cours d'eaux dont une si faible portion est encore utilisée ! Des centaines et des centaines de grandes industries pourront en être alimentées, économisant ainsi sur le combustible des sommes incalculables. La grande industrie métallurgique et mécanique du Canada français en recevra toute sa force motrice. Grâce à elles nous appliquerons l'électricité à mille usages divers, dont les moindres sont le chauffage et l'éclairage. Il y aurait tout un volume à écrire sur la houille blanche dont 6,000,000 c. v. sont inutilisés, dans la seule province de Québec. Disons en passant qu'on se préoccupe plus qu'autrefois de l'utilisation de nos énergies hydrauliques. Par exemple on sait qu'une puissante compagnie canadienne-française, à Montmagny, a entrepris, avec succès, l'exploitation des chutes de la Rivière-du-Sud. On fera servir la force hydraulique qu'elle développera à fournir l'électricité aux industries de Montmagny et ses environs, entre autres, à La Machine Agricole Nationale, (limitée), qui, à elle seule, emploiera plus de 2,000 c.-v. Ceci représente, pour cette seule compagnie, une économie d'au moins 15,000 tonnes de charbon par année ; l'importation en est d'autant diminuée et les sommes que représentaient ces achats de combustibles restent chez nous, au lieu d'aller enrichir des étrangers.

En un mot, nous pouvons nous engager dans presque tous les genres d'industries, puisque notre pays abonde en

ressources inépuisables et que ni le talent des affaires ni la main d'œuvre ne nous feront défaut.

NOS MEILLEURS PLACEMENTS

Tout ce qui précède nous amène à conclure ceci : il est patriotique, avantageux, sage et pratique de préférer à tous les autres, les placements de l'industrie canadienne-française, dès qu'elle offre les garanties suffisantes. C'est la seule manière d'accomplir notre devoir national et de préparer l'avenir. En plaçant dans notre province, nous avons la certitude de faire une fructueuse transaction, attendu que toute entreprise sérieuse et bien dirigée a, chez nous, plus de chances de réussite que nulle part ailleurs.

Exemple : — l'industrie forestière, que nous venons de citer, offre cette sécurité que sa durée et sa prospérité sont égales à la durée et à la densité de la forêt.

Autre exemple : — toutes les industries qui ont l'agriculture pour appui. De même que l'agriculture fournit une richesse qui s'éternise à force de se renouveler, de même, les activités sœurs qui la servent ne demandent qu'à être bien conduites pour se développer sans cesse. De nos jours, une grande industrie d'instruments aratoires, s'élevant en plein pays d'agriculture, va nécessairement au succès, du moment qu'elle a des hommes d'affaires à sa tête, des techniciens éprouvés, des mécaniciens experts et de bons manœuvres.

Quand une compagnie, réunissant ces conditions, possédant de l'expérience, des usines, des outillages perfectionnés et un actif imposant émet des obligations sur le marché du Québec et fait appel à nos compatriotes, ceux-ci, par devoir national autant que par intérêt personnel, doivent les préférer à tous les placements à l'étranger.

On remarque que, en ces derniers temps, plusieurs industriels canadiens-français ont entrepris, avec succès, de rivaliser avec les établissements les plus perfectionnés des Etats-Unis. Ils remplacent le plus possible l'énergie humaine par l'énergie mécanique. S'ils remarquent, par exemple, qu'une machine, à elle seule, fait en une journée le travail de cinquante à cent hommes, ils ne reculeront devant rien pour se la procurer ou la construire, certains qu'ils sont que l'argent ainsi dépensé sera remboursé très vite et au centuple par l'économie de la main d'œuvre et la rapidité de la production. En effet, si, avec les machines perfectionnées, on va quarante fois plus vite qu'avec des bras d'hommes, on produira quarante fois plus et, grâce à cette économie de temps et de main d'œuvre, on pourra produire et vendre à bien meilleur marché, tout en s'assurant des profits plus considérables.

Tous les produits nécessaires soit à l'alimentation, soit à la culture du sol et à l'industrie forestière sont en si grande demande, que l'offre ne sera jamais trop considérable. Nous avons le monde pour marché. A quelle époque nos perspectives industrielles furent-elles si belles ?

Un autre de nos avantages est l'esprit d'ordre qui règne chez les nôtres. Quand les conflits sociaux éclatent

tent partout, en Europe et en Amérique, paralysant ainsi l'effort de production mondiale, le Canada-français reste calme, continue sa tâche pacifique et donne à l'univers le plus magnifique exemple d'ordre et de vraie civilisation.

Cette mentalité si saine et si rassurante de notre population attire l'attention du capital étranger. *Il me semble qu'elle devrait, dans la même mesure, encourager le capital canadien-français à rester dans la province de Québec.*

Ici, nous ne saurions trop recommander la prudence. Il arrive parfois qu'on offre des valeurs de pacotille. M. Ulric Barthe, dans sa plaquette intitulée *L'Epouvantail des milliards*, avait raison de dire : " On parle beaucoup de réveil industriel pour ravitailler le monde ; c'est dans l'ordre, après plus de quatre années où l'on n'a guère manufacturé que des machines à tuer. Mais ce n'est pas une raison pour gober tout ce qui se présente sous cette pompeuse étiquette. Les journaux ont beaucoup parlé — il en a même été question devant les tribunaux — d'une razzia de \$300,000.00 dans les comtés ruraux contre des actions d'une valeur douteuse. Comment protéger les naïfs contre de telles exploitations ? Le meilleur moyen, d'après un homme public, est la publicité."

Avant de consentir un prêt à une entreprise industrielle, il faut donc avoir la certitude que l'actif physique de la compagnie est exact et réel ; que ses finances ont été vues et scrupuleusement suivies par des hommes dont la probité, l'habileté et le talent des affaires ne sauraient être mis en doute ; que ses auditeurs sont bien accrédités et dignes de toute confiance ; que ses biens forment le double et même le triple des obligations émises ; que le conseil d'adminis-

tration est foncièrement honnête et possède les qualités morales, intellectuelles et d'expérience nécessaires à la réussite ; qu'il existe, pour les produits qu'elle fabrique, des débouchés certains et durables.

Dès qu'une compagnie réunit ces conditions, soyez sans crainte : vous faites le meilleur placement que puisse faire un Canadien-français.

La revue *L'Economiste Canadien*, livraison de février dernier, renfermait ces quelques lignes, que nous portons à la connaissance de nos épargnants : “ Les valeurs sur lesquelles prêtent les banques, ce sont des valeurs industrielles pour le plus grand nombre, et si l'on ajoute l'un à l'autre le total des prêts consentis par les banques, on arrive à la somme de \$1,211,162,922.00, c'est à-dire que l'on constate que nos banques ont prêté au commerce et à l'industrie, à peu de chose près, les deux tiers de la somme qu'elles ont reçue en dépôt. Or, si la prudence de nos banques est passée en légende, c'est que le prêt à l'industrie et au commerce constitue une opération judicieuse. Il suffit d'ailleurs de jeter un regard sur l'ensemble du pays pour constater que l'agriculture et l'industrie sont à la base de sa vie économique et, de ce fait, constituent une garantie indiscutable de stabilité et de développement constant.”

Nous ajouterons ceci : LE MEILLEUR PLACEMENT EST CELUI QUI PRODUIT LE PLUS ET POUR LE PORTEUR D'OBLIGATIONS, ET POUR LE PAYS. OR, L'INDUSTRIE VIENT IMMÉDIATEMENT APRES L'AGRICULTURE, DANS LE TRAVAIL DE PRODUCTION.||

PLACEMENTS MUNICIPAUX ET AUTRES

Sans contester la valeur des obligations de corporations municipales ou scolaires, de fabriques paroissiales ou syndics, on comprendra facilement que ces prêts, dans les circonstances présentes, sont moins opportuns et moins utiles que ceux consentis à l'industrie.

Qui fait l'utilité d'un capital emprunté ? C'est sa valeur productive. Or, le capital placé dans les corporations susdites est-il toujours productif ?

Un exemple élucidera la question : Voici deux épargnants ayant chacun vingt mille dollars à faire fructifier : l'un d'eux prête son argent à une compagnie industrielle, et l'autre à une municipalité. Dans le premier cas, les vingt mille dollars seront transformés en usines, machineries et produits manufacturés. Ces produits, vu l'excellence du marché, valent deux fois, trois fois et quatre fois le capital employé à les fabriquer. Voilà une somme qui s'est doublée, triplée et quadruplée, c'est-à-dire, qui de vingt mille est allée à quatre-vingt mille, et qui s'accroîtra indéfiniment, puisqu'elle reste toujours là, sous forme d'usines et de machineries. Quoi de plus propre à accroître la richesse nationale ?

Dans le second cas, l'argent prêté à la municipalité sera converti en travaux bien utiles, sans doute, bien propres à accroître le progrès d'une ville, mais, à proprement parler, cet argent ne produit pas. Il aidera peut-être au développement industriel de la ville où il est placé ; mais entre ce placement et le premier, il y a cette différence : le placement industriel est remboursé à même le revenu

des produits qu'il contribue à fabriquer, tandis que le placement municipal ne peut être remboursé que par des taxes, mais ces taxes elles-mêmes ne seront perçues qu'en autant que se maintiendront les activités agricoles et industrielles.

Il y a beaucoup d'analogie entre le prêt consenti à l'industrie et l'achat de grains de semence par le cultivateur. Celui-ci achète un boisseau de blé, par exemple, et le met en terre. A la fin de l'été, son champ est couvert d'épis mûrs et il récolte vingt à trente boisseaux au lieu d'un seul qu'il avait semé. Son argent a produit: il a fait un bon placement. Le capital engagé dans un établissement de production rapporte exactement de la même façon: il sert à multiplier les richesses de la nation.

L'honorable M. Drayton, ministre des finances aux Communes, a parfaitement saisi la situation, quand, dans son discours sur le budget, il déclarait que les gouvernements et les municipalités devraient désormais restreindre leurs emprunts, afin de permettre au pays de tourner ses efforts vers la production. En homme averti, il se rendait compte, sans doute, que nos capitaux doivent aller de préférence vers nos entreprises agricoles et manufacturières, sachant que si nous voulons relever le crédit de notre pays, nous n'avons qu'un moyen à prendre : **TRAVAILLER ET FAIRE TRAVAILLER NOTRE ARGENT.** Il faut \$500,000,000.00 à la seule administration fédérale pour l'année courante. Avec quoi ferons-nous ce demi-milliard, sinon avec l'agriculture et l'industrie ?

LES PLACEMENTS A L'ÉTRANGER

Les placements à l'étranger, fussent-ils sûrs et profitables à l'extrême, ne vaudront jamais, pour nous, dans les circonstances présentes, les bons prêts à nos industries nationales. S'ils font l'affaire de quelques-uns, le pays en souffre, notre province en souffre, nos compatriotes en souffrent, notre avenir en souffre.

Nous lisons dans *La Rente*, à la date du 1er mai dernier : “ Nous connaissons notre état social et politique, nos ressources naturelles, notre puissance de production et le reste. Sur la plupart des pays étrangers, ces données nous manquent. Même aux États-Unis, dont la civilisation et l'état économique sont en apparence si semblables aux nôtres, nous ne sommes pas en état de placer nos risques. Nous avons sous les yeux le tableau des placements d'une grande mutualité américaine ; sur cent vingt-cinq titres qui composent ce portefeuille, il y en a actuellement dix qui sont en défaut, et pourtant le placement mutualiste est soumis au contrôle préalable des États.

“ Si les mutualités américaines, aidées de fonctionnaires publics spéciaux, font un mauvais placement sur huit ou neuf sans sortir de leur propre pays, qu'en sera-t-il des Canadiens peu initiés aux affaires, qui, par la Bourse ou autrement, placeront leur argent aux États-Unis, en Europe, en Amérique du Sud ?

“ Fonds publics et obligations industrielles absolument sûrs et d'un bon rendement, notre province en a pour tous ses capitalistes et épargnants ; pourquoi chercher les aventures ? Plaçons chez nous ! ”

Nombre de nos compatriotes, dans un but apparemment égoïste, achètent des valeurs étrangères, même des valeurs allemandes, pour des millions de dollars. Quoi de plus inconséquent ? Ils méprisent les placements canadiens, les seuls qu'ils peuvent contrôler et connaître à fond, les seuls qui sont véritablement utiles à la nationalité. Un placier canadien, après avoir acheté des valeurs canadiennes, pourra réclamer devant nos cours de justice, en cas de difficultés ; mais s'il place en pays étrangers, de quelle manière fera-t-il valoir ses droits, en pareille occurrence ?

Et qui nous assure qu'un différent international ne surgira pas tôt ou tard ? " De quoi demain sera-t-il fait ? "

Le bon sens en affaires ! Voilà ce qui manque à plusieurs. Notre province est à peine au début de sa carrière industrielle, et nous nous comportons en prodiges qui ne sauraient que faire de leur or. " On estime à dix-huit ou dix-neuf millions de chevaux-vapeurs, disait récemment M. Edouard Monpetit, l'ensemble de cette force incessamment renouvelée (énergies motrices) et constamment perdue, qui représente pour nous 260 millions de tonnes de charbon et 278 millions d'hommes, et pas logés, ni chauffés, ni grévistes. Les faire servir est d'abord une question de finances, puis une question d'initiative... L'exploitation de nos fers titanés et de nos pyrites, l'emploi plus poussé de notre asbeste, de nos cuivres, de notre nickel, autant de lourds problèmes d'organisation industrielle. "

Serait-il sensé de négliger cette organisation industrielle canadienne au profit d'une organisation du dehors, fut-

elle même de France ? Le Québec n'est pas notre patrie du *passé* : il est la patrie du *présent* et de *l'avenir*.

Parmi les entreprises canadiennes elles-mêmes, il y a lieu de faire une distinction entre celles du Québec et celles des autres provinces.

Ceux qui sont bien au courant des affaires savent qu'il est de bonne tactique anglo-canadienne de refuser systématiquement de financer les institutions canadiennes-françaises. Des faits le confirment, et les industriels de Chicoutimi et de Montmagny savent, ainsi que maints autres, à quoi s'en tenir, sous ce rapport.

Nos voisins consentent bien à gruger notre patrimoine et à utiliser nos énergies de bons et fidèles serviteurs ; mais ils ne voient pas d'un bon oeil l'emprise du nom canadien-français dans les affaires. Ils ont conscience que nous y trouverons une force, et il ne leur est pas agréable de penser qu'il leur faudra compter avec cette force, dans un avenir prochain.

Conclusion : nous ne nous fierons qu'à nous-mêmes pour maintenir et développer les industries canadiennes-françaises ; mais les étrangers ne devront plus compter sur nous pour financer les leurs. Ils nous ont donné des exemples tangibles de CHACUN POUR SOI : à nous de les imiter.

NOTRE CHEZ-NOUS

Chez nous, il fait bon respirer. Sur cette terre, où nous sommes nés et où nous entendons vivre et mourir français,

en laissant derrière nous des fils et des filles qui prononceront avec amour et avec orgueil des syllables françaises, nous voulons préparer à la race dont la peau s'est durcie à trois siècles de luttes, un capital d'influence, de respect et de fierté que nous n'obtiendrons que par la prise d'assaut des trésors qui sommeillent au front de nos forêts, au flanc de nos montagnes, au fond de nos rivières, et dans les énergies latentes de nos muscles et de nos volontés.

Et pour que nous le faisons plus beau, plus riche, plus doux, le chez nous de l'avenir, nous ne vous demandons pas une charité, pas même une souscription ; nous vous conjurons de comprendre vos intérêts d'une manière plus pratique : nous vous disons : " Prêtez vos épargnes au pays ; elles vous seront remboursées jusqu'au dernier sou, et tout en recevant des intérêts substantiels, vous préparez un bel avenir, à votre province, à votre famille, à vos frères de race et de sang." Qui pourrait résister à cet appel, à cet atavisme fécond qui solidarise les individus d'un même groupement ethnique ?

Il ne s'agit pas d'une affaire qui enrichira quelques individus : il s'agit d'un territoire qui couvre 702,653 milles de superficie, soit trois fois l'étendue de la France ; il s'agit d'un pays où le climat, si merveilleusement distribué dans les diverses saisons, conserve les énergies, stimule les volontés, raffermir les tempéraments ; où le plus beau et le plus profond fleuve du monde pénètre jusqu'au cœur du pays, donnant passage aux transatlantiques, jusqu'à la quatrième ville française de l'univers ; où la semence humaine lève comme du blé en terre neuve, et où la fécondité de la race est devenue proverbiale ; où les

épidémies sociales sont à peu près inconnues ; où la situation financière administrative est bien préférable à celle des autres provinces ; où les plus riches terres de colonisation sont offertes à notre courage et à nos qualités de défricheurs de race ; où l'organisation hiérarchique, politique, municipale et religieuse nous permet de jouir de tous nos droits de citoyens et de conserver nos vertus ancestrales ; où pullulent les institutions françaises, ces ruches de civilisation latine où l'on se nourrit des plus pures traditions gauloises ; où notre agriculture, de mieux en mieux organisée par notre législature, favorisée par le progrès du mécanisme moderne et par une terre constamment féconde est en voie de devenir la plus prospère du Dominion ; où une multitude de bonnes routes sillonnent les comtés ; où les forêts et les rivières sont des réservoirs de richesses titanesques ; où le sol abonde en minerais de toutes sortes ; où la nature entière nous invite au travail libérateur, au travail qui fait les peuples grands et libres.

C'est un pays comme celui-là qui sollicite et qui garantit vos capitaux, et pour que ces capitaux ne vous soient pas rendus au centuple, il faudrait que notre terre devienne stérile, que nos fleuves se dessèchent, que nos forêts disparaissent, qu'une vague de mort balaie nos montagnes. Mais cela n'arrivera pas, et parce que cela n'arrivera pas, vous alimenterez le chez nous, le grand chez nous où la nouvelle France fait entendre la respiration de son immortel génie.

JEAN-CHARLES HARVEY

POSTFACE

C'est avec satisfaction que j'ai publié La Chasse aux millions sous les auspices du Crédit Industriel, (limitée). de Québec. Garder chez nous l'argent de chez nous, canaliser les capitaux de notre province vers nos grandes entreprises commerciales et industrielles, enseigner aux nôtres le meilleur moyen de faire fructifier leurs épargnes en conformité avec nos intérêts nationaux, tel est le but spécial de cette organisation. Elle est venue à son heure : quand des maisons anglaises plaçaient, chaque mois, des sommes énormes en faveur des établissements de production des autres provinces, nous n'avions pratiquement aucun syndicat canadien-français qui se spécialisât dans le commerce de nos débentures industrielles. Cette lacune vient d'être comblée.

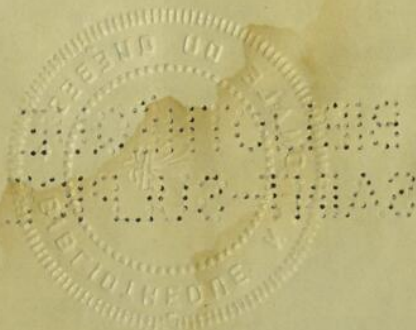
En vue de poursuivre son œuvre avec plus d'efficacité et de clairvoyance, ce syndicat s'est acquis le concours de compétences commerciales, techniques et légales, grâce auxquelles il est en état de se rendre compte par lui-même et avec une exactitude scientifique, de la valeur de l'actif des entreprises à financer, du coût de revient de leurs produits, de leurs perspectives de succès, en un mot de la confiance qu'elles méritent à tous les points de vue. Ce sont là des éléments précieux qui lui permettent de s'intéresser, sans risques, à des industries sérieuses et solidement établies, et d'offrir au public des valeurs de tout repos.

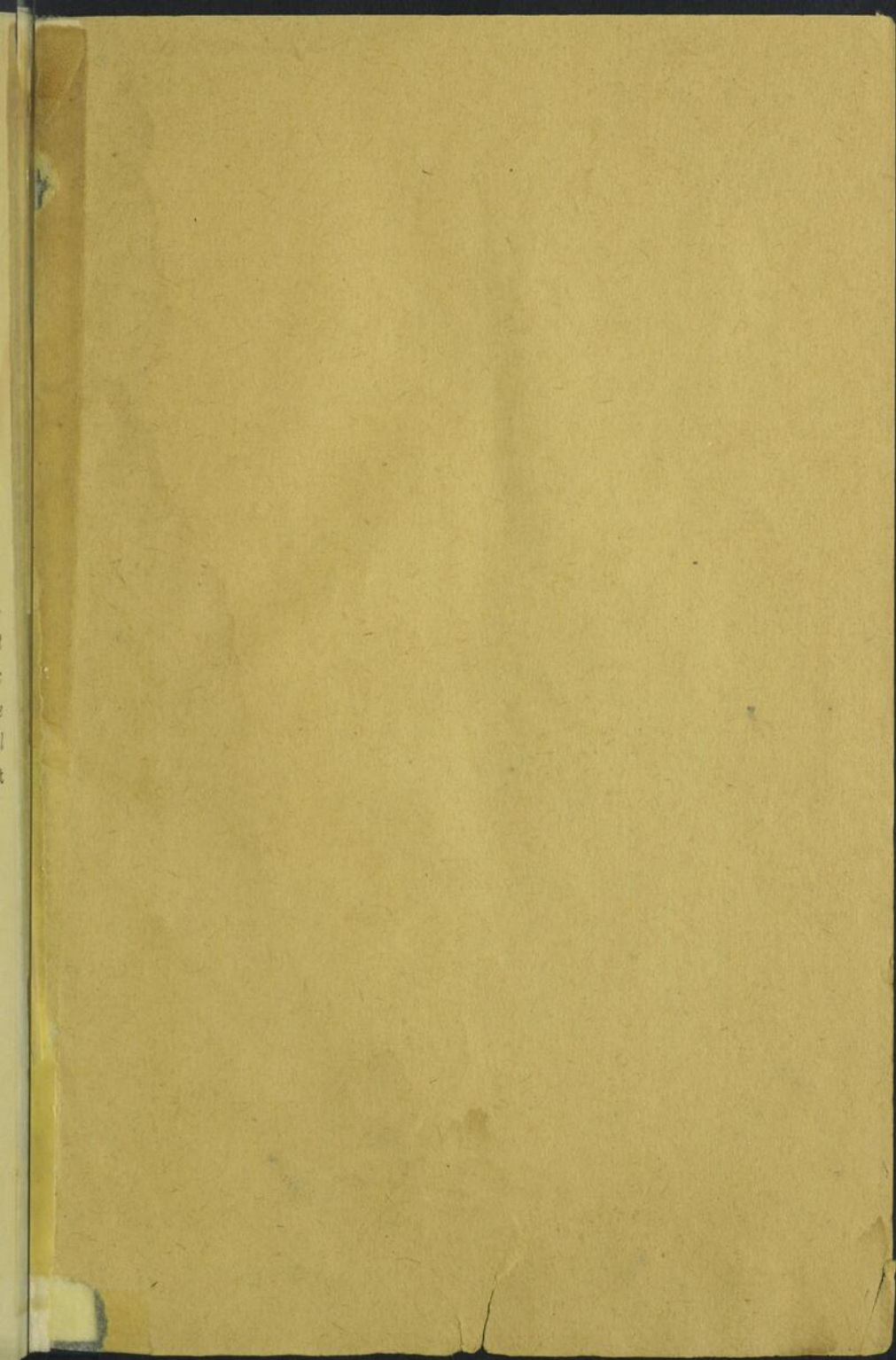


Les hommes qui l'ont fondé et qui le dirigent, outre la réputation d'honorabilité et d'honnêteté dont ils jouissent, ont une longue et brillante expérience des choses pratiques. Ayant pris une part active et féconde en résultats à diverses entreprises commerciales, industrielles et financières, ils ont uni leurs énergies pour fonder un établissement de crédit qui pût un jour rivaliser avec les maisons les plus puissantes du genre, en notre pays. Par le fait, ils combattent notre francophobie économique en faveur d'un bon et large patriotisme d'affaires.

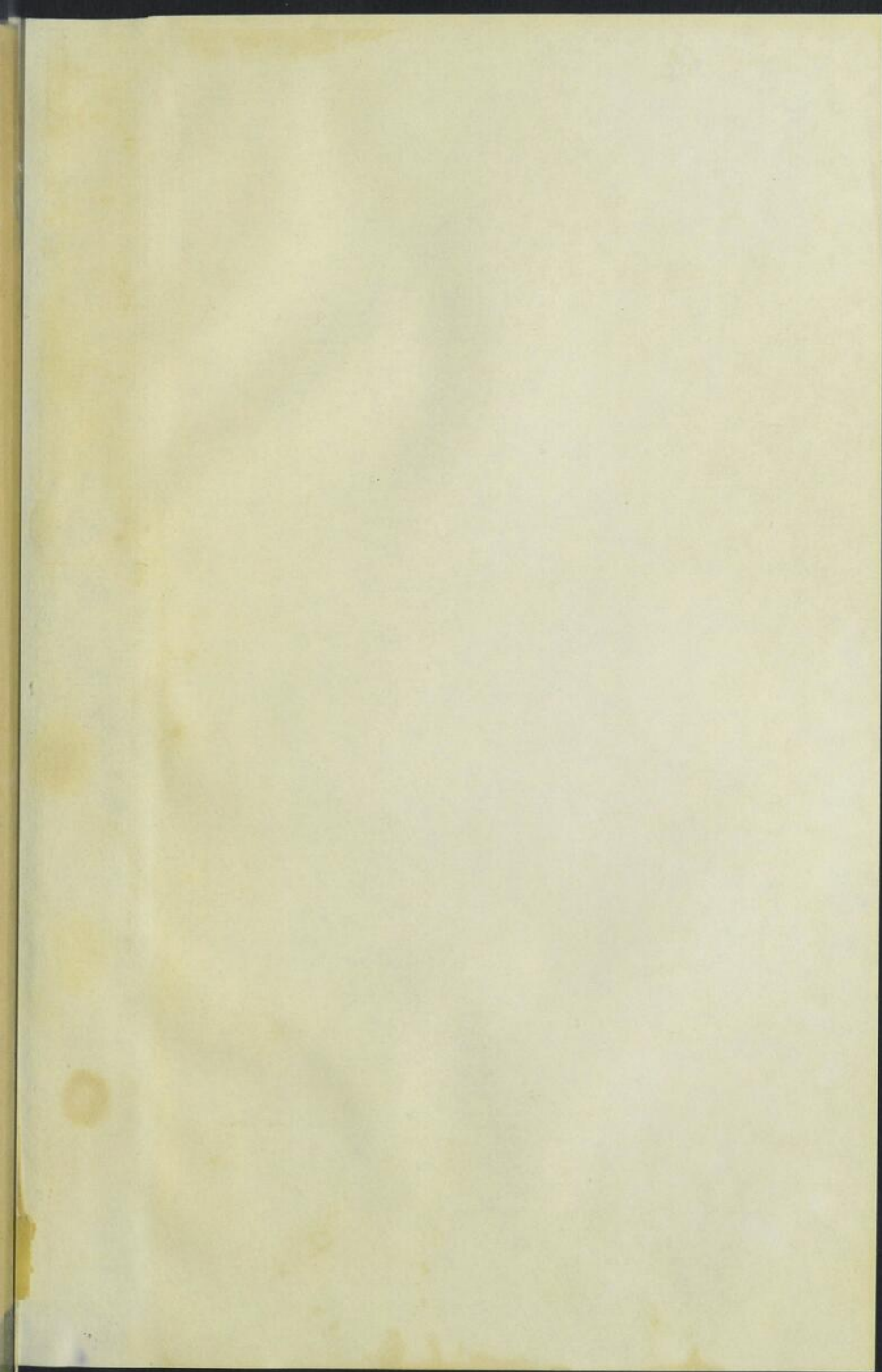
En écrivant ce travail, il n'a été nullement dans mes intentions de faire une réclame pour telle ou telle institution particulière : c'eût été rapetisser une cause qui intéresse toute la race et qui tient au cœur de tout homme dont l'ambition est de donner plus de lustre au nom du vieux Québec. Si j'ai signalé le Crédit Industriel, c'est que je vois, chez ceux qui le composent, un esprit de foi national et pratique, celui qu'il faut à notre race, à ce moment psychologique de son histoire.

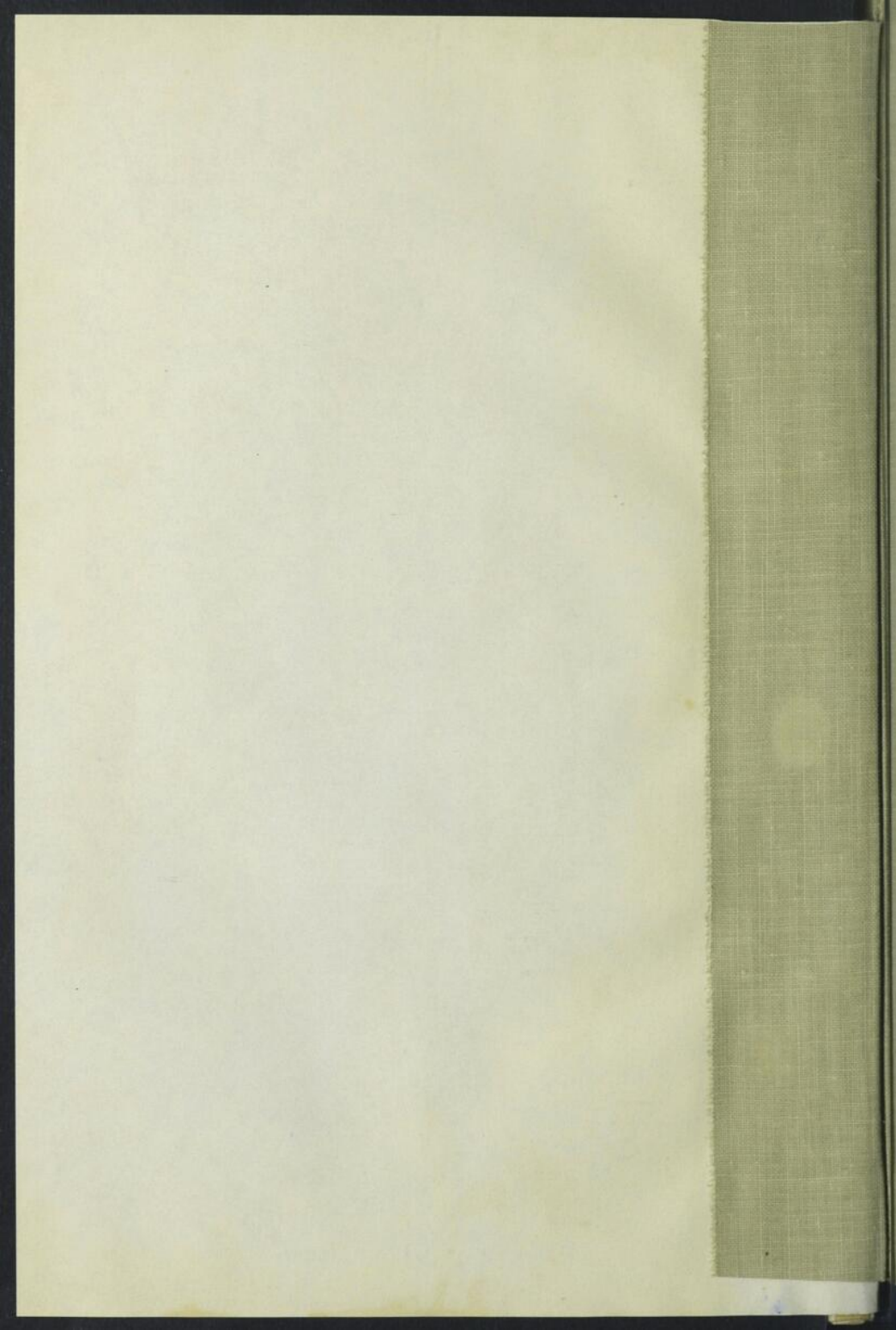
JEAN-CHARLES HARVEY.

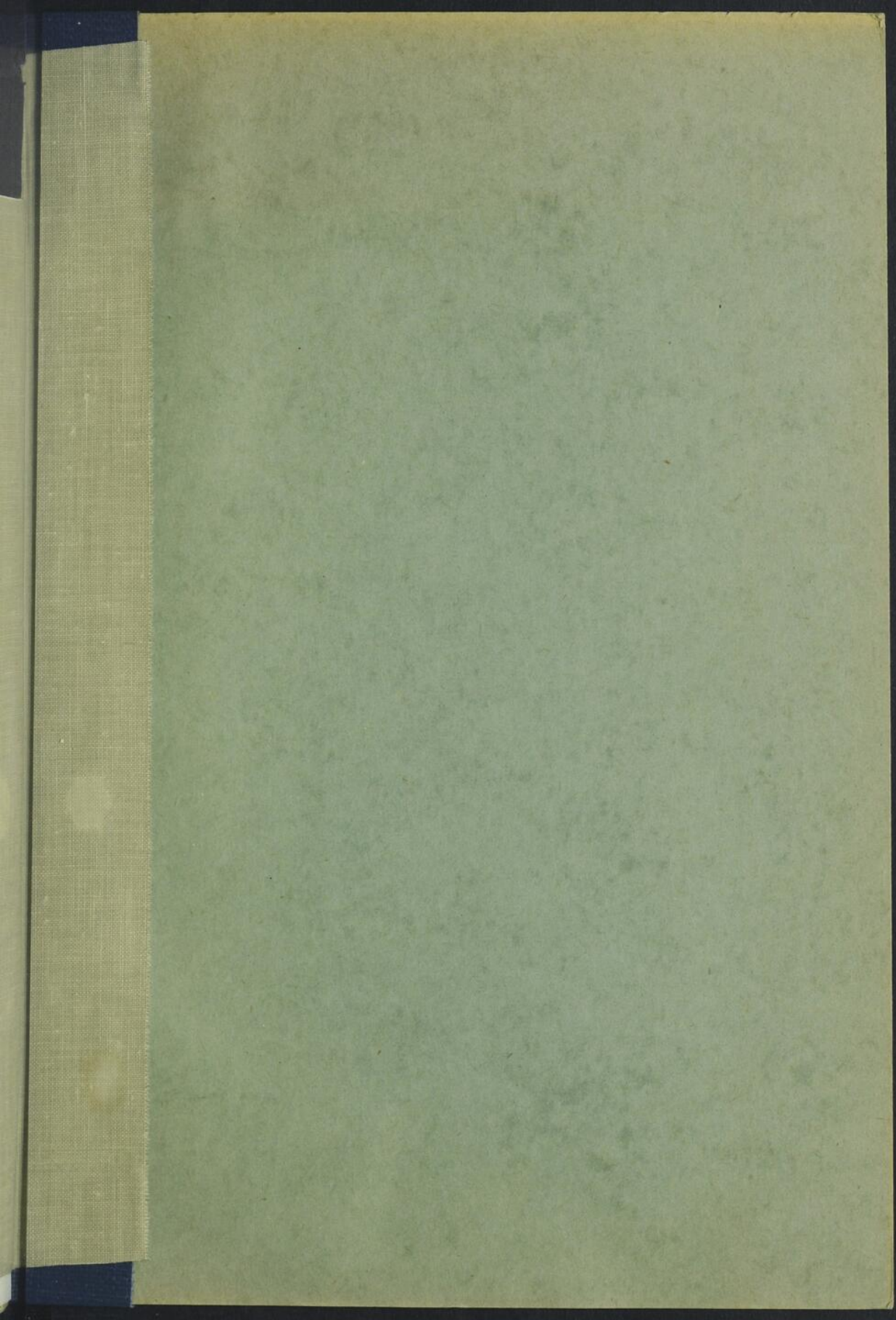




, Ne cherchons pas si nous
appartenons à une race supé-
rieure : PROUVONS-LE !







BNQ



000 343 535